



# PROJET NATIONAL DE MUTATION DES CONTRÔLEURS MOUVEMENT GÉNÉRAL AU 01/09/2016

## VACANCES D'EMPLOIS, SUPPRESSIONS DE POSTES, REMISE EN CAUSE DES RÈGLES DE GESTION : LES ÉLU-ES DE LA CAPN B DE LA CGT FINANCES PUBLIQUES CONDAMNENT LES CHOIX DE L'ADMINISTRATION

Le projet de mouvement général au 01/09/2016 de catégorie B vient de paraître.

Il fait ressortir un déficit de plus de 756 agents B dans le réseau DGFIP : - 647 agents administratifs et -109 agents informatiques.

De plus, le projet de mutation B publié par l'administration le 02/05/2016 est loin d'être satisfaisant avec :

- 79 affectations d'office,
- 63 demandes de rapprochement non satisfaites,
- Une gestion de la pénurie qui va à l'encontre du droit à mutation. La DG laisse des postes vacants sur quasiment tous les départements, alors qu'il reste des demandes de mutations en attente.

C'est aussi 1 061 emplois B supprimés en 2016. La situation est donc loin d'être aussi idyllique que la direction générale voudrait le laisser paraître !

Le recrutement reste minimal au regard de la situation dans les services : 756 vacances d'emplois B qui s'ajoutent aux plus de 34 000 postes supprimés depuis 2002, fermeture programmée de plus de 150 trésoreries, fusions des SIP, fusion des SIE, regroupement de SPF, créations de PCR, transfert de l'enregistrement, fusions de RAN et retenue à la source programmée pour 2018.

Comme dans l'ensemble de la fonction publique, c'est la casse de la DGFIP qui est toujours à l'ordre du jour : des pans entiers de missions sont supprimés, externalisés, le maillage territorial de notre administration est en cours de démantèlement et l'accès au service public est remis en cause.

L'Administration prouve encore une fois son mépris envers les agents qui subissent au quotidien les conséquences de ses choix : stress, souffrance au travail et difficultés croissantes à accomplir les missions dans un contexte de sous effectif permanent.

Comme si cela ne suffisait pas, les remises en cause en matière d'affectation/mutation des personnels de la DGFIP sont particulièrement nocives pour les agents de catégorie B :

- suppression du mouvement complémentaire de mutations.
- remise en cause des RAN existantes par fusions de certaines d'entre elles.
- obligation pour les contrôleurs en sortie d'école d'exercer leurs fonctions pendant une durée minimale de 3 ans dans le domaine d'activité pour lequel ils ont été formés.
- remise en cause de la finesse de l'affectation mission/structure pour la catégorie B avec la diminution des possibilités de choix fonctionnels au niveau national.

Au final, la situation de l'emploi reste catastrophique et la situation des trop nombreux collègues en attente de mutation devient particulièrement difficile.

**Les élu-es de la CGT Finances Publiques insistent sur l'urgence de la situation et exigent :**

- ✓ **l'arrêt des suppressions d'emplois et restructurations.**
- ✓ **la création de postes à hauteur des besoins des services (20000 postes représenteraient environ 11 milliards d'€, à comparer aux 80 milliards de fraude fiscale).**
- ✓ **le comblement des vacances d'emplois dès lors qu'il existe des demandes.**
- ✓ **l'appel systématique des listes complémentaires de tous les concours.**

Montreuil, le 11 mai 2016

**Syndicat national**

**CGT Finances Publiques**

• Case 450 ou 451

• 263 rue de Paris

93514 Montreuil Cedex

• [www.financespubliques.cgt.fr](http://www.financespubliques.cgt.fr)

• Courriels : [cgt@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt@dgfip.finances.gouv.fr)

• [dgfip@cgt.fr](mailto:dgfip@cgt.fr)

• Tél : 01.55.82.80.80

• Fax : 01.48.70.71.63